



**Syndicat Mixte de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau**

20, Cité des Entreprises - Z.I. du Tubé-Sud

13800 ISTRES

Site Web: [www.symcrau.com](http://www.symcrau.com)

## **BORDEREAU D'ENVOI**

Dossier suivi par Christelle POLYCARPE

Tél : 04.42.56.64.86

Mail: [contact@symcrau.com](mailto:contact@symcrau.com)

Liste des pièces adressées le

11 MARS 2019

A

**Monsieur le Sous-Préfet d'Istres**

DESIGNATION DES PIECES	N°	Date des actes
<b>Délibération :</b> Création d'un arbre de Noël et attribution de chèques cadeaux aux agents	<b>N° 12/19</b>	5 mars 2019

Fait à Istres le 11 MARS 2019

La Présidente du SYMCRAU,

Cécile RAMONTIN



**ACCUSE DE RECEPTION :**

Déposé en Sous-Préfecture d'Istres le :

(Tampon de la Sous-Préfecture d'Istres)

11 MARS 2019

**Courrier arrivé**





## **Syndicat Mixte de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau**

### **EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

**N° 12/19**

**Objet de la délibération : Création d'un arbre de Noël et attribution de chèques cadeaux aux agents**

L'an deux mille dix neuf  
et le cinq mars  
le Comité Syndical du Syndicat Mixte  
de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau  
régulièrement convoqué s'est réuni,  
en nombre prescrit par la loi  
sous la présidence de Mme Céline TRAMONTIN

#### **Étaient présents :**

- Membres à voix délibérative :  
Mme Martine ARFI, M. Gérard BARTOLI, M. Jean-Michel BOCOIGNANO, Mme Marylène BONFILLON, Mme Corine BOUYA, Mme Aline CIANFARANI, M. Alain DERVIEUX, M. Yves GARCIA, Mme Mireille HENRY, Mme Jacqueline HERVY, M. Daniel HIGLI, M. Michel MILLE, M. Jean-Pierre MUTERO, M. Vincent PETISI, M. Louis PHILIPPE, M. Jean-Louis PLAZY, Mme Marie-France SOURD, Mme Céline TRAMONTIN, M. Yves WIGT
- Pour les membres à voix consultative : néant
- Procurations :  
De Monsieur André MANELLI à Mme Mireille HENRY  
De M. Vincent BONFILLON à Mme Marylène BONFILLON

Membres à voix délibérative en exercice : 31 Membres à voix délibérative présents : 19 Procurations : 2 Membres à voix délibérative (présents + procurations) : 21
---

**Secrétaire de séance :** Mme Marylène BONFILLON

**Rapporteur :** Mme Céline TRAMONTIN

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2321-2 4°bis,

**VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires – article 9,

**VU** la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant disposition statutaires relatives à la fonction publique territoriale – article 88-1,



**VU** la délibération N°24/14 du 11 décembre 2014 instaurant un programme d'actions sociales en faveur des agents,

Madame la Présidente rappelle que la définition de l'action sociale est donnée par l'article 9 de la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, selon lequel « l'action sociale, collective ou individuelle, vise à améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles, notamment dans les domaines de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs, ainsi qu'à les aider à faire face à des situations difficiles ».

L'attribution de chèques cadeaux ou de bons d'achat au titre de l'action sociale n'apparaît pas, par nature, contraire à ces principes. Aussi, l'assemblée délibérante de chaque collectivité qui, en application de l'article 88-1 de la loi du 26 janvier 1984 détermine le type des actions et le montant des dépenses que la collectivité entend engager pour la réalisation des prestations d'action sociale, peut-elle décider d'attribuer le cas échéant des chèques cadeaux à ses agents. Toutefois, l'octroi de chèques cadeaux et de bons d'achat doit répondre à certaines conditions.

Dans son avis du 23 octobre 2003 relatif à la « Fondation Jean Moulin » du ministère de l'intérieur, le Conseil d'État précisait que la qualification d'action sociale ne peut être retenue que si les prestations « présentent des caractéristiques garantissant leur vocation sociale et les distinguant des prestations à caractère marchand ; ce qui suppose notamment qu'elles ne se bornent pas à offrir des services disponibles et aisément accessibles, en termes de localisation et de prix, sur le marché et que leurs conditions d'octroi et de tarification les rendent accessibles à l'ensemble des agents, en particulier ceux à revenu modeste ».

Dans le même avis, la Haute juridiction estimait que la gestion de l'arbre de Noël figurait parmi les éléments les plus traditionnels de l'action sociale de l'État. Bien que concernant la fonction publique de l'État, cet avis est tout à fait transposable à la fonction publique territoriale. L'attribution de chèques cadeaux aux agents d'une collectivité à l'occasion de l'arbre de Noël ou de la rentrée scolaire s'inscrit dans le cadre juridique précité.

**CONSIDERANT** le souhait d'instaurer un arbre de Noël et d'attribuer à cette occasion des chèques cadeaux aux agents du syndicat, et éventuellement un cadeau de Noël pour les enfants des agents,

### **Le Comité :**

**OUI** l'exposé de Mme la Présidente,

**APRES** en avoir délibéré,

**A L'UNANIMITE** des membres présents,

**APPROUVE** la mise en place d'une aide complémentaire aux prestations sociales déjà instaurées au Syndicat à savoir l'octroi pour Noël de chèques cadeaux dans la limite du plafond mensuel de la sécurité sociale (soit 169€ en 2019),

**AUTORISE** l'achat de cadeaux de Noël aux enfants des agents dans la limite de trente euros par enfant jusqu'à 16 ans,

**PREVOIT** les crédits correspondants,



**AUTORISE** la Présidente à signer les pièces nécessaires,

**AINSI** fait et délibéré à Istres, les an, mois et jour susdits.

**La Présidente du Syndicat Mixte de gestion  
de la nappe phréatique de la Crau,**

**Céline RAMONIN**



Conformément à l'article R421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.